

Hydraulique

LA RIVIÈRE A BOULEVERSÉ AVEC SES RAVAGEUSES CRUES LA PAISIBLE VILLE DE SIDI BEL-ABBÈS DES DÉCENNIES DURANT

La Mekerra, un tumultueux oued dompté ...

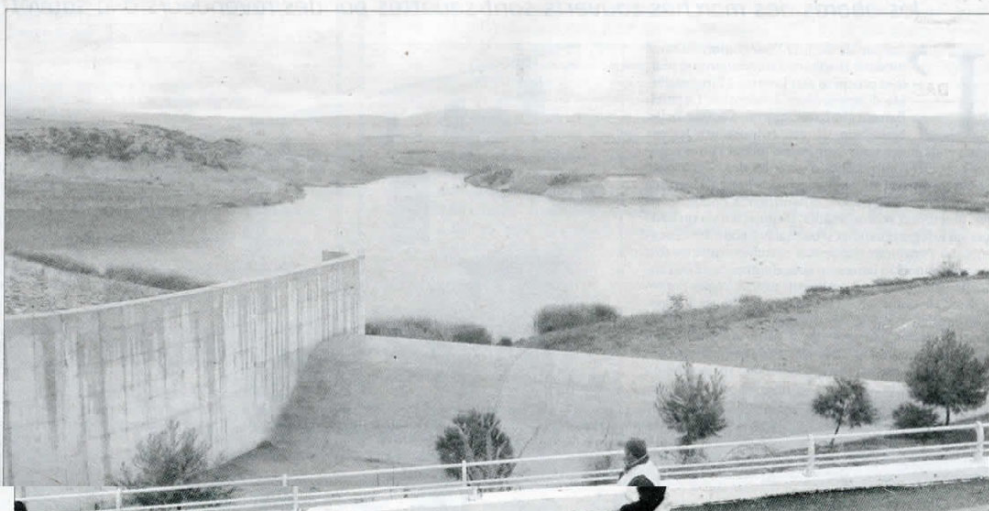
Les citoyens se remémorent, aujourd'hui, avec une vive affliction, la violente furie de l'emblématique fleuve qui a emporté dans son cours en 2007, une dizaine de personnes et d'innombrables habitations. Des scènes apocalyptiques où des eaux, ne trouvant plus de passage, d'issues, de brèches ou autres circuits naturels et artificiels, stagnaient dans les domiciles et inondaient les chambres jusqu'à une hauteur de 2 mètres ! Retour sur les lieux meurtris d'une wilaya endeuvée qui respire, certes, présentement, mais en poussant un soupir à fendre l'âme...

Les séquelles indélébiles générées par les dévastatrices inondations d'avril 2007 demeurent encore ostensibles à Sidi Khaled, une localité sise non loin du chef-lieu de Sidi Bel-Abbès. Sept ans plus tard, les saumâtres souvenirs de l'impétueuse catastrophe naturelle, engendrée par les crues du tumultueux oued Mekerra... refluant de nouveau dans la mémoire des habitants.

De notre envoyé spécial à Sidi Bel-Abbès
BADREDDINE KHRIS

Les affres de ce ravageur phénoménal étaient si intenses dans l'esprit des Bel-Abbessiens qu'à l'approche du fatidique mois d'octobre, annonçant la période des pluies diluviennes, l'effroi s'empare concurremment des responsables locaux et des administrés. Ils gardent toujours en mémoire ces scènes apocalyptiques où des eaux fangeuses, ne trouvant plus de passage, d'issues, de brèches ou autres circuits naturels et artificiels, stagnaient dans les domiciles et inondaient les chambres jusqu'à une hauteur de 2 mètres ! Les alluvions embaïaient tous les espaces domestiques des quelques habitations qui résistaient cahin-caha à cette réaction fougueuse de l'irascible rivière. Ebranlés par cette furieuse tourmente naturelle, des murs s'effondraient successivement. Un amas d'objets dont des meubles, des portes, des fenêtres, des appareils électroménagers, des habits... entraînés par le courant, flottaient sur cette immense masse d'eaux vaseuses... Si, ailleurs, dans d'autres contrées, la clémence de la nature était un léger mieux perceptible, il n'en demeure pas moins que les chaussées y étaient entièrement inondées avec un niveau de l'eau de plus de 15 centimètres. La mobilité des personnes y était impossible. L'auréole de "Petit Paris" dont est couronnée la ville de Bel-Abbès, perdait, à brûle-pourpoint, de sa valeur, à cause des submersions de ses quartiers.

Autant d'images poignantes qui rappelaient les méfaits d'un réveil cataclysmique d'un véritable ouragan. Retour sur les lieux meurtris d'une wilaya endeuvée, qui respire, certes, présentement, mais en poussant un soupir à fendre l'âme... Une bruine s'abat sur le centre-ville en cette matinée de fin d'année. Un froid glacial provoque un grelottement intense des corps des citoyens qui vaquent à leurs préoccupations du jour. Dès les premières heures du matin, on scrute de loin des personnes vêtues d'une tunique ornée d'une chasuble jaune vif, floquée du sigle au trois lettres : ONA. Après vérification, il s'agit des agents de l'Office national de l'assainissement (ONA), relevant de la direction régionale de SBA. Ils ont investi tôt le matin les nombreux quartiers, rues et ruelles, coins et recoins. Ils ont pour mission d'entreprendre une vaste opération de nettoyage des caniveaux, des regards et des aqueducs dans le but de faciliter au maximum l'écoulement des eaux pluviales qui risquent de couler à flots d'un moment à l'autre. Ils appréhendent toujours d'éventuelles inondations dans la ville, conséquence d'un ruissellement urbain négligé. Leurs responsables gèrent les différentes situations au rythme des BMS (bulletins météorologiques spéciaux). Dans le passé déjà, cette région au climat parfois subdésertique était caractérisée par ses marais temporaires après les pluies torrentielles. Le réveil de l'oued submerge indubitablement les principales artères et rend les routes impraticables à la circulation des véhicules, voire des personnes. "Nous sommes ici pour nettoyer ce canal afin qu'il n'y ait pas d'obstacles à l'écoulement de l'eau lors des grandes pluies notamment les objets, la boue...", explique Kaddour, la trentenaire révolue, rencontrée à l'intérieur de ce conduit artificiel encore vide, édifié, faut-il l'expliquer, pour charrier le trempin des débordements de l'oued Mekerra, long de 120 kilomètres.



D'une capacité de 25 millions de m3 avec des canaux de protection, le barrage a été édifié par Cosider TP en avril 2010 et transféré à l'ONA pour exploitation.

Agent de l'ONA : la noblesse d'un métier...

L'élargissement du lit de ce fleuve étant impossible, vue les constructions qui pullulent sur les deux berges, la direction des ressources en eaux (DRE) a recouru à la réalisation de ce canal qui ceinture la ville de SBA. Il (ce canal) prend naissance dans la commune de Sidi Lahcene, il contourne la ville pour rejoindre la légendaire rivière à la sortie. Il peut véhiculer jusqu'à 130 m³/seconde sur une longueur de 13,5 km. "Parfois, en exerçant notre métier, nous encourons des risques énormes surtout lorsque ce canal est gorgé d'eaux pluviales", affirme cet employé tout en affichant sa fierté d'accomplir un tel travail. Ce natif de SBA demeure soucieux de sa commune qui, il y a quelques années, a vécu l'enfer, à cause d'une catastrophe naturelle fâcheuse qui a happé la vie à une dizaine de citoyens et rendu SDF des centaines de familles. Face à cette épineuse problématique, les autorités locales prennent les choses en main et s'engagent dans la recherche de solutions idoines.

La stratégie adoptée pour faire face à ce risque majeur qui guette chaque saison hivernale la wilaya est fondée sur plusieurs actions. De prime abord, les responsables locaux ont procédé à l'identification des zones vulnérables, plus particulièrement des communes de Ras El-Ma, El-Heçaiba, Moulay Slissen, Boukhanifis, Sidi Khaled, Sidi Lahcene, SBA, Tenira, Hassi Dahou, Sfisef et Telagh. Ensuite, il a été décidé de réaliser des travaux de protection par le recours à toutes les formes possibles à même de ralentir les eaux de ruissellement, dont la rétention, l'épandage dans les zones naturelles de propagation, la dérivation et l'écêtement.

D'où la décision de réaliser un barrage qui contiendrait la fureur endiablée de la légendaire rivière séparant la plaine alluviale qu'est Bel-Abbès. Il fallait à tout prix réussir à dompter la Mekerra sur les rives de laquelle se déploie toute la ville. Cette lourde tâche est confiée à l'unité ONA de la wilaya de SBA qui assure, pour le compte de la DRE, la gestion et l'exploitation du système de protection de la ville contre les inondations.

Les cadres de l'office ont opté pour la construction d'un barrage écréteur, implanté dans la commune de Tabia, d'une capacité de 25 millions de

m³ avec des canaux de protection. L'ouvrage édifié par Cosider TP en avril 2010 a été transféré à l'ONA pour exploitation. Le barrage comporte en son sein une digue principale d'une hauteur de 24 m et d'une longueur de crête de 297 m, située à 614 mNGA, avec une retenue de 25 millions de m³. Outre un évacuateur de crues latéral d'un débit maximal de 387 m³/seconde pour une largeur déversante de 30 m, l'ouvrage dispose également d'un puits de fond de 100 m/s, de section 3,5x3,5 m, sous forme de galerie visitable de 161 m, protégée contre les corps solides par une grille en béton.

Le saluateur barrage écréteur de Tabia

Le canal construit sous forme de ceinture de protection de la ville de 13,5 km est adjoind aussi à cet assortiment d'ouvrages. "C'est le premier barrage de ce genre réalisé en Algérie, destiné à protéger une ville contre les inondations", indique M^{me} Aref Nadjat, directrice de l'unité ONA de SBA. "À ce jour, ce système de protection fonctionne à merveille. Il est bien entretenu et protège la ville de manière exemplaire à chaque crue", souligne-t-elle. Tous les effluents d'oued Mekerra, y compris celui de Tadjimount de Tlemcen et ceux qui arrivent du sud de la wilaya, affluent, explique M^{me} Aref, vers ce barrage. Toutes ces eaux, ajoute-t-elle, sont stockées ici pour être régulées dans le déversement. Le puits de fond est dimensionné pour évacuer 100 m³/seconde en cas de crue importante.

Un évacuateur est également mis en place pour évacuer 300 m³/s en cas de crue centennale. "Le chef-lieu de SBA et la commune de Sidi Khaled, qui souffraient jadis des dommages occasionnés par les crues cycliques de la Mekerra où les quartiers étaient inaccessibles et les citoyens sont approvisionnés par barque, n'ont plus à s'inquiéter désormais", rassure la directrice de l'ONA. Même les rejets qui restaient dans l'oued seront entièrement éradiqués.

Mieux, un bureau d'études coréen va finaliser au cours du premier trimestre 2015 une étude sur l'aménagement du fleuve la Mekerra pour en faire un véritable lieu de loisirs et l'embellissement de la ville, à l'instar de ce qui est en train d'être fait actuellement par les mêmes Coréens pour oued El-Harrach.

La cartographie des zones inondables établie

Au plan national, une étude déterminant les contrées inondables est en cours de réalisation par un groupement de bureaux d'études (Espagne - Pays-Bas). L'objectif de cette étude réalisée dans le cadre de la coopération avec l'Union européenne pour une enveloppe financière d'un million d'euros est d'établir une base de données au profit de l'ANRH (Agence nationale des ressources hydriques) pour l'élaboration d'une cartographie des zones inondables. Le résultat de cette cartographique, qui sera prête en septembre 2015, se présente sous forme de cartes de synthèse regroupant toutes les informations relatives à l'aléa qui définit aussi bien l'inondation elle-même que celles relatives à la vulnérabilité sur la base de l'occupation spatiale. Ce qui a permis ainsi d'identifier les zones très souvent inondées (crues à période de retour courte), d'autres rarement inondées (crues rares à exceptionnelles) et celles jamais inondées. Afin d'assurer la pérennité des systèmes de protection contre les inondations réalisés, des moyens de gestion et de maintenance sont également mis en place. Mieux, les autorités ont recouru à la mise en place d'un système de prévision et d'alerte aux risques inondations. Une opération de développement d'un réseau hydro-climatique national avec la mise en place d'un système de prévision et d'alerte de crues a été donc engagée. Pour cette technologie, SBA est choisie comme étant une wilaya pilote, et le système est déjà mis en place. Le projet est confié à une société serbe. C'est en fait une cellule de veille qui transmet des informations sur les crues afin de donner l'alerte 3 à 4 heures avant que les inondations ne surgissent. Une fois alertés, les responsables concernés pourront prendre les dispositions d'urgence pour sauver les vies humaines et les biens des citoyens. Ce projet d'envergure en cours de réalisation a pour but d'automatiser le réseau d'observations, de mesures et de mettre en place un système de prévision et d'alerte des périlleuses crues qui, outre les pertes humaines déplorées, occasionnent l'instabilité à des centaines de familles, l'effondrement de dizaines de constructions, la détérioration des récoltes agricoles et la perte de dizaines de têtes de bétail.

Le ministre du secteur l'encourage à l'autofinancement de ses activités **Algérienne des eaux, l'invitée au marché**

Le gouvernement poursuit sa politique de rationalisation des dépenses à travers l'atténuation des « foyers budgétivores ». Parmi ces derniers, la gestion de la distribution de l'eau potable, dans laquelle l'Etat intervenait financièrement jusque-là.

PAR HALIM MIDOUNI

Lors d'une sortie publique jeudi dans la wilaya de Tissemsilt, le ministre des Ressources en eau, Hocine Necib, a donné le ton en appelant l'Algérienne des eaux à ne compter que sur l'autofinancement, c'est-à-dire sur ses propres fonds, et de sonner le glas de la gestion déléguée. D'ailleurs, à ce propos, le directeur de l'eau potable au ministère des Ressources en eau, Messaoud Terra, abondait il y a quelque temps dans le même sens en confirmant l'abandon de la formule de gestion déléguée de l'eau et de l'assainissement telle qu'elle avait été appliquée avec Seaal pour Alger puis étendue à la wilaya de Tipaza (en partenariat avec Suez Environnement) ainsi qu'à Oran avec Seor (Agba), Constantine, Seaco (Société des eaux de Marseille) et Annaba-El Tarf, Seata (avec la société allemande Gelsenwasser). L'option retenue, avait rappelé Messaoud Terra, est celle de l'assistance technique, la gestion étant confiée aux Algériens. En fait, l'annonce en avait été faite il y a quelques mois par le ministre des Ressources en eau, Hocine Necib, qui estimait que ces filiales pouvaient maintenant se suffire d'un encadrement décisionnel exclusivement algérien qui sera soutenu par une expertise internationale choisie et ciblant les domaines où le déficit est encore présent. Récemment encore, depuis Béjaïa, le ministre réaffirmait cette démarche en mettant l'accent sur l'effort qui sera fait de sorte à « confier la gestion de l'eau aux organismes spécialisés, notamment l'Algérienne des eaux ». Il y a beaucoup à faire, car il faut savoir que dans plusieurs localités, notamment dans la wilaya de Béjaïa, l'eau et l'assainissement échappent à l'ADE et à l'ONA (Office national de l'assainissement) et sont toujours gérés par des régies communales qui n'ont pas les moyens de cette mission coûteuse. Les collectivités locales ne sont pas armées pour gérer rationnellement cette ressource, a fait remarquer le ministre qui s'est donné six mois pour faire



balancer les services de l'eau des communes de Béjaïa « dans l'escarcelle de l'Algérienne des eaux (ADE) ». Cette démarche touchera l'ensemble des régies communales qui gèrent l'eau et l'assainissement. La modernisation du service public de l'eau l'exige. L'apport des experts étrangers, à travers la Seaal, la Seor, la Seaco et la Seata, en matière d'amélioration de la gestion pour offrir un service public de qualité, a permis aux professionnels algériens de renouer avec les bonnes pratiques de leurs aînés, bonnes pratiques que le secteur de l'eau avait perdues alors qu'elles ont été pratiquement conservées et améliorées dans le secteur de l'électricité et du gaz. C'est toute une politique d'ensemble qui est mise en place. Elle comprend deux nouveaux mécanismes qui ont été introduits par le ministère des Ressources en eau à travers le plan national de l'eau et le plan directeur d'aménagement des ressources hydriques. Le niveau d'intervention privilégié est celui des bassins hydrographiques, dans la mesure où il permet de gérer l'équilibre entre l'offre et la demande d'eau potable et celle destinée à l'irrigation et à l'industrie. Cette approche a amené la création d'une Agence nationale de gestion intégrée des ressources en eau qui donne l'acronyme AGIRE, plein de signification, s'il est bien appliqué, car il traduit la rupture avec l'approche traditionnelle, conflictuelle et parfois même improvisée. La gestion intégrée des ressources en eau (GIRE) consiste, en effet, en une démarche qui repose sur les écosystèmes et prend en considération tous les usages de l'eau, qu'ils soient environnemental, économique ou social, et tous ceux qui interviennent dans le processus de prise de décisions. La société civile, subitement sollicitée ces jours-ci, a sa place dans ce mode participatif,

à travers les comités de bassins et le Conseil national de l'eau.

RECOUVREMENT DES CRÉANCES, L'AUTRE DÉFI

L'autre problématique soulevée dans le secteur de la gestion de l'eau, c'est le recouvrement des créances à différents niveaux de la clientèle, dont le manque à relever est estimé à plus de 35 milliards de dinars. Pour l'instant, l'Algérienne des eaux est engagée dans une opération de sensibilisation portant sur le déplacement dans les quartiers pour recouvrer les créances. Le ministre des Ressources en eau a par ailleurs salué la disposition des walis à coopérer avec l'ADE en matière de recouvrement des créances auprès des entreprises publiques et des communes, ajoutant que l'ADE a choisi la voie de la sensibilisation pour avoir ses dus et qu'en cas de non-satisfaction de cette démarche, elle aura recours à la justice. Et d'insister particulièrement sur le fait que toute hausse de la tarification de l'eau n'est pas à l'ordre du jour dans l'agenda du gouvernement. Toujours à Tissemsilt, le ministre des Ressources en eau a abordé le nouveau programme décidé par le président de la République portant sur la réalisation d'un million d'hectares de terres irriguées où cette wilaya est concernée, en vue d'assurer la sécurité alimentaire et la diversification des cultures agricoles, affirmant que son département ministériel œuvre à accompagner les agriculteurs par un soutien financier et un encadrement technique. Et d'ajouter que son ministère œuvre à couvrir tout déficit en matière d'approvisionnement en eau potable et d'assainissement, non sans rappeler que l'Algérie a réalisé de grands pas en matière de ressources en eau qui seront renforcés par d'autres financements. ■



Thank you for trying

البلدية رصدت 16 مليارا لذلك

تجديد الطرقات وشبكات الصرف الصحي قريبا بسيدي عمار بعنابة

منها عدة أحياء منها دراجي رجم والقنطرة والطارف، في انتظار ترحيل 500 عائلة إلى سكنات لائقة في الطابع الاجتماعي وهذا يدخل في إطار محاربة ظاهرة البناءات الفوضوية ووضع حد لنشاط العصابات التي تستولي على الأراضي التابعة لأملاك الدولة، مع تحسين مستوى استغلال الأراضي الموجهة لتجسيد البرامج التنموية. تجدر الإشارة إلى أن مصالح بلدية سيدي عمار ستقوم خلال الأيام المقبلة بحملة تهديم السكنات التي لا يملك أصحابها رخصة، مع استرجاع بعض العقارات الموجودة بين أيدي المضاربين. راضية العربي



القمامة مع تجديد نشاط المقاولات التي أسندت لها عملية تطهير الأحياء من المياه القذرة. وفيما يخص قطاع السكن والذي يعتبر من المكاسب التنموية بالمنطقة، خاصة منها مشاريع السكن الريفي والذي استفادت

الإفراج عن مخطط لتحسين القطاع البيئي وذلك لوضع حد للنفايات المنزلية والتي استحوذت على المساحات العمومية، علما أنه سيتم اقتطاع مبلغ مالي من ميزانية البلدية لاقتناء شاحنات خاصة بتجميع

● برمجت مؤخرا مصالح بلدية سيدي عمار بعنابة عدة مشاريع تنموية تخص رفع عدد البرامج السكنية في صيغتي الريفي والاجتماعي مع تحسين قطاع البيئة وإعادة تهيئة شبكة المياه الصالحة للشرب. وقد رصد لعملية ربط الأحياء السكنية والتجمعات الفوضوية 16 مليار سنتيم لتوفير المياه الصالحة للشرب، وتهيئة الشبكة الرئيسية للمياه بسيدي عمار مركز من أجل القضاء على الانقطاعات المتكررة للماء والحد من مشكل التسربات المائية والتي بلغت حسب ذات الجهة ما يقارب 35 بالمائة. وحسب المجلس البلدي، فإنه تم

Thank you for

بغلاف مالي قدره 12 مليارا مضخات جديدة لمعالجة مياه سد عين زادة ببرج بوعريريج

وسيدي مبارك وبلدية
عاصمة الولاية من مذاق المياه
تم اتخاذ مجموعة الإجراءات
خاصة بعد ارتفاع منسوب المياه
بفضل الأمطار والثلوج
المتساقطة التي ساهمت في رفع
من منسوبه بعدما كان في حدود
الـ 30 بالمائة فقط وهو ما اثر على
نوعية المياه التي تغير مذاقها
كونها لامست باطن السد
والأحوال . ومن بين التدابير تم
تخصيص مبلغ مالي لشراء
مضخات متطورة لمعالجة الماء
لضمان صحة المستهلك .
رضوان عثمانى

● بغرض توفير المياه الصالحة
للشرب على مستوى ثلاث
بلديات بولاية برج بوعريريج
التي تمون من سد عين زادة
الواقع في الجهة الشرقية من
الولاية رصدت مديرية الري
بعاصمة البيبان غلafa ماليا
قدره 12 مليار سنتيم لاقتناء
مضخات متطورة لمعالجة هذه
المادة الحيوية .

وحسب مصدر من المديرية
المعنية فإنه وبعد قلق وتخوف
المواطنين القاطنين الذين
يتزودون من هذه المياه ويتعلق
الأمر ببلديات عين تاغروت

OUARGLA 1,12 milliard de DA pour le secteur des ressources en eau en 2015

Plusieurs projets, totalisant un investissement public de 1,12 milliard DA, ont été retenus, cette année, pour le secteur des Ressources en eau, dans la wilaya de Ouargla, a-t-on appris auprès des responsables locaux du secteur.



Dix opérations seront ainsi financées pour l'amélioration de l'approvisionnement en eau potable (AEP) et pour l'extension et la réhabilitation du réseau d'assainissement, dans différentes localités de la wilaya, a affirmé le directeur des ressources en eau, Driss Boukharl. Il s'agit d'une opération de réalisation, pour un coût de 300 millions DA, d'un complexe hydraulique à Touggourt (160 km au Nord de Ouargla) et de deux réservoirs d'eau de 5.000 m³ chacun, ainsi que de la réhabilitation, pour 100 millions DA et sur 4 km, de la canalisation d'adduction d'eau de la localité de Sidi-Mahdi (commune de Nezla).

Parmi les autres opérations projetées, la réalisation d'un réseau d'assainissement dans la zone des équipements publics, au flanc ouest de la commune de Ouargla, pour une enveloppe de 300 millions DA, ainsi que l'extension du réseau d'assainissement de la ville de Touggourt pour lequel a été prévu un financement de 100 millions DA, selon le même responsable.

La wilaya de Ouargla dispose d'un réseau d'AEP de 2.377 km, dont 177 km de canalisations d'adduction et 2.200 km de réseau de distribution, assurant un taux de couverture de la wilaya de l'ordre de 98%. La wilaya compte, dans ce cadre, 99 ouvrages hydrauliques offrant une capacité de stockage de 69.220 m³ d'eau et 120 forages, dont 18 de type albien (près de 1.200 m de profondeur), donnant 304.000 m³/jour d'eau potable.

Le réseau d'assainissement de la wilaya, quant à lui, s'étend sur 1.315 km assurant un taux de couverture de 80%, et dispose de 79 stations de relevage et de pompage et de quatre stations d'épuration dont les eaux, une fois traitées, peuvent être réutilisées à des fins d'irrigation agricole, selon la direction des ressources en eau de Ouargla.